



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association des Papillons Blancs du Cambrésis

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association des Papillons Blancs du Cambrésis
98 rue Saint Druon - BP 422 - 59408 CAMBRAI CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association des Papillons Blancs du Cambrésis

98 rue Saint Druon - BP 422 - 59408 CAMBRAI CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association des Papillons Blancs du Cambrésis,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des Papillons Blancs du Cambrésis relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 2 juin 2026

KPMG SA



Jocelyn SCAMPS

Associé

COMPTES ANNUELS COMBINES 2025

BILAN COMBINE 2025

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2025

Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement				
Total (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés	744 364,73	630 228,63	114 136,10	146 866,16
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				477,95
Immobilisations corporelles				
Terrains	1368 948,43		1368 948,43	1278 854,43
Constructions	56 414 002,50	38 991 817,71	17 422 184,79	18 403 377,03
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 806 034,65	13 225 070,81	3 580 963,84	3 051 420,34
Immobilisations corporelles en cours	1014 716,03		1014 716,03	473 747,46
Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financière				
Participations	161 436,82		161 436,82	162 436,82
Créances rattachées à des participations	207 723,11		207 723,11	206 723,11
Autres titres immobilisés	2 072 921,35	135 738,59	1 937 182,76	2 812 765,46
Prêts	1 051 989,15		1 051 989,15	967 652,15
Autres titres immobilisations financières	417 468,08		417 468,08	421 652,68
TOTAL (II)	80 259 604,85	52 982 855,74	27 276 749,11	27 925 973,59
Comptes de liaison				
TOTAL (III)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	1270 498,88	38 700,95	1231 797,93	1012 055,10
Créances	178 257,73		178 257,73	262 995,38
Créances clients, usagers et acomptes rattachées	4 121 440,98	46 869,48	4 074 571,50	4 027 112,76
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1702 772,84		1702 772,84	2 247 890,33
Charges constatées d'avance	310 163,97		310 163,97	185 678,94
Valeurs mobilières de placement	12 528 048,60	150 000,00	12 378 048,60	10 448 840,99
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 609 000,01		6 609 000,01	9 299 344,30
TOTAL (IV)	26 720 183,01	235 570,43	26 484 612,58	27 483 917,80
Frais d'émission d'emprunt (IV)				
TOTAL (V)				
Primes de Remboursement des emprunts (V)				
TOTAL (VI)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
TOTAL (VII)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI + VII)	106 979 787,86	53 218 426,17	53 761 361,69	55 409 891,39

(1) détail des comptes de liaison annexé

(2) dont à moins d'un an (brut)

(2) dont à plus d'un an (brut)

(3) dont créances mentionnées à l'article 97 du décret 2003-2010

5 508 708,77

236 004,73

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2025		
PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	Net	Net
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires	1 353 655,47	1 353 655,47
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droits de reprises		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluations	612 190,86	612 190,86
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	23 396 123,78	22 933 537,56
Report à nouveau		
Report à nouveau hors activités SMS	818 403,99	818 403,99
Report à nouveau activités SMS non contrôlées	-3 150 327,93	-3 417 451,69
Report à nouveau activités SMS sous gestion contrôlée	3 445 964,75	2 850 046,18
Dépenses refusées par l'autorité de tarification		
Charges des activités SMS prise en compte différées	-2 109 238,89	-1 990 378,74
Excédent ou déficit de l'exercice		
Résultat hors activités SMS	-107 955,02	34 284,67
Résultat activités SMS non contrôlée	413 097,28	633 694,51
Résultat activités SMS sous gestion contrôlée	-108 792,29	463 785,14
Situation nette (sous-total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 279 560,67	2 492 900,79
Provisions réglementées	436 819,30	436 819,30
TOTAL I	27 279 501,97	27 221 488,04
Comptes de liaison		
TOTAL II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 563 436,80	3 912 223,51
TOTAL III	3 563 436,80	3 912 223,51
Provisions		
Provisions pour risques	44 236,32	229 148,12
Provisions pour charges	1 879 816,00	1 885 143,00
TOTAL IV	1 924 052,32	2 114 291,12
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 688 225,71	11 766 130,64
Emprunts et dettes financières diverses	7 618,00	8 042,00
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 743 010,28	2 894 229,27
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 953 098,81	6 659 470,72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	128 122,80	543 385,91
Autres dettes	472 295,84	285 753,48
Produits constatés d'avance	1 999,16	4 876,70
TOTAL V	20 994 370,60	22 161 888,72
Ecart de conversion - Passif (VI)		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV+ V+VI)	53 761 361,69	55 409 891,39
(1) dont comptes 1201 et 129 res /cont tiers financeurs	191 849,97	1 131 764,32
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	1 316 192,88	
(3) en particulier : cautions versées par résident entrée		
(4) dont à plus d'un an	11 323,76	
(4) dont à moins d'un an	1 693 674,08	35 018,59
(5) dont fonds majeurs protégés et tutelles :		

COMPTE DE RESULTAT COMBINE 2025

COMPTE RESULTAT Combiné arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	6 860,00	7 390,00
Ventes de biens et services		
Ventes de bien	10 635 667,17	11 693 794,56
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens relatives activités SMS</i>		
Ventes de prestations de service	4 758 962,32	4 907 434,73
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations relatives activités SMS</i>	1 023 516,77	1 037 648,24
Produits de tiers financiers		
Concours publics et subventions d'exploitation	31 720 474,36	36 705 645,85
<i>dont contributions financières des autorités de tarification</i>	31 720 474,36	30 474 301,33
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 690,00	1 555,00
Mécénats		
Legs, donations et assurance vie		
Contributions financières	18 283,00	8 026,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	586 817,32	243 996,27
Utilisations des fonds dédiés	507 104,42	663 489,46
Autres produits	6 894 220,51	582 043,38
TOTAL I	55 130 079,10	54 813 375,25
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	6 613 363,74	7 318 996,44
Variation de stock	-192 205,18	76 082,46
Autres achats et charges externes	10 486 661,22	10 638 679,84
Aides financières	2 000,00	1 000,00
Impôts, taxes et versements assimilés	1 954 939,07	1 807 908,42
Salaires et traitements	23 985 103,36	23 272 319,53
Charges sociales	8 817 990,37	8 687 955,03
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 510 086,37	2 582 699,41
Dotations aux provisions	261 205,55	360 410,28
Reports en fonds dédiés	158 997,71	161 159,06
Autres charges	178 690,09	82 435,16
TOTAL II	54 776 832,30	54 989 645,63
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	353 246,80	-176 270,38

COMPTE RESULTAT Combiné arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	464 027,57	370 567,73
Autres intérêts et produits assimilés	12 306,24	12 795,20
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	7 034,30	22 080,00
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs immobilières de placement		
TOTAL III	483 368,11	405 442,93
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	230 565,00	12 570,00
Intérêts et charges assimilées	313 037,86	250 883,19
Différences négatives de charges		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements		960,00
TOTAL IV	543 602,86	264 413,19
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-60 234,75	141 029,74
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	293 012,05	-35 240,64
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		404 159,29
Sur opérations en capital		466 263,56
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts		0,00
TOTAL V		870 422,85
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		89 538,39
Sur opérations en capital		95 381,05
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 062,60
TOTAL VI		185 982,04
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		684 440,81
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	21 658,00	13 929,00
Total des produits (I + III + V)	55 613 447,21	56 089 241,03
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	55 342 093,16	55 453 969,86
EXCEDENT OU DEFICIT	271 354,05	635 271,17
<i>dont résultat hors activités SMS</i>	<i>-107 955,02</i>	<i>34 284,67</i>
<i>dont résultat activités SMS non contrôlée</i>	<i>413 097,28</i>	<i>633 694,51</i>
<i>dont résultat activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-33 788,21</i>	<i>-32 708,01</i>
Incorporation du résultat antérieur	-75 004,08	496 493,15
RESULTAT AU BILAN	196 349,97	1 131 764,32



**Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos le 31/12/2025**

Table des matières

1	Objet social	11
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	12
2.1	Etablissements sous gestion contrôlée :	12
2.2	Etablissements en gestion libre :	16
3	Description des moyens mis en œuvre	14
3.1	Investissements - Liste des investissements significatifs	14
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	15
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	15
4.1.1	Les autres faits marquants	15
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	16
5	Principes et méthodes comptables	16
5.1	Principes généraux	16
5.1.1	Changement de méthode comptable	16
5.1.2	Changements d'estimation	17
5.1.3	Corrections d'erreurs	17
5.2	Dérogations	17
5.3	Principales méthodes comptables	17
6	Informations relatives aux postes du bilan	18
6.1	Actif immobilisé	18
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	20
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	21
6.1.3	Coût d'emprunt	22
6.2	Actif circulant	22
6.2.1	Stocks et en cours	22
6.3	Fonds propres	236
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	27
6.3.2	Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)	25
6.3.3	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'association.	25
6.3.4	Détail des Reports à nouveau et résultats	26
6.3.5	L'excédent ou déficit de l'exercice	26
6.3.6	Subventions d'investissement	26
6.3.7	Provisions réglementées	26
6.4	Fonds reportés et dédiés	27
6.4.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	27
6.4.2	Fonds dédiés	30
6.5	Tableaux de variation des réserves, provisions réglementées et pour risques et charges	28
6.6	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	28
6.7	Dettes	29
6.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	293
6.7.2	Précisions sur d'autres dettes	31
6.7.2.1	Charges à payer (hors Etat)	34
6.7.2.2	Détails des dettes fiscales et sociales	34

6.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	32
7	Informations relatives au Compte de résultat	32
7.1	Produits du compte de résultat	32
7.1.1	Cotisations sans contrepartie	36
7.1.2	Cotisations avec contrepartie	36
7.1.2	Ventes de biens et de services	33
7.1.3	Produits de tiers financeurs	33
7.1.3.1	Concours publics et subventions d'exploitation	36
7.1.3.1.1	Concours publics	36
7.1.3.1.2	Subventions	36
7.1.3.1.3	Tableau des subventions et concours publics	37
7.2	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	34
7.3	Honoraires des commissaires aux comptes	38
7.4	Impôt sur les bénéfices	35
7.4.1	Ventilation de l'origine de l'IS	35
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	35
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	35
9	Informations relatives à l'effectif	35
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	36
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	36

1 Objet social

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts¹ :

« L'association a pour but de :

Œuvrer pour la personne déficiente intellectuelle. L'association doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la défense morale et matérielle des personnes déficientes sans discrimination, avec ou sans handicap associé, en vue de favoriser leur plein d'épanouissement social et citoyen ;

Rassembler, aider et soutenir les familles ayant un enfant, adolescent ou adulte déficient intellectuel et leur donner les moyens d'exercer pleinement leur responsabilité parentale ;

Favoriser l'intégration de la personne déficiente intellectuelle dans tous les domaines, notamment dans le domaine professionnel ;

Tout autre but propre à l'association.

Pour la réalisation de ses buts, l'association pourra :

Susciter et encourager auprès de toute personne physique ou morale, privée ou publique, la création d'établissements spécialisés ou services, en leur apportant son concours ;

Créer et gérer des établissements ou services appropriés de type sociaux et médico-sociaux soit directement, soit par l'intermédiaire d'organisme de toute forme notamment des établissements et services d'aide par le travail et des entreprises adaptées ;

Participer au sein de toutes les instances internes et externes du mouvement, nationales, régionales et départementales, auxquelles l'association est affiliée, à la définition et à la promotion des droits de la personne déficiente intellectuelle et à sa défense, notamment auprès du pouvoir politique et administratif.

Créer, participer et adhérer à toutes coopérations nécessaires à l'atteinte des buts de l'association, notamment des groupements de coopérations sociales et médico-sociales.

L'association pourra effectuer toute prise de participation par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes les opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location.

L'association est indépendante de toute influence politique, religieuse ou raciale et de toute appartenance à un mouvement à caractère sectaire. »

Les organes statutairement compétents de notre association ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet associatif stratégique 2021-2024 » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les comptes annuels de l'Association les Papillons Blancs du Cambrésis regroupent 23 établissements et services comptables.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Situation au 31 décembre 2025 :

Etablissement ou service	Variation Périmètre	Gestion Contrôlée		Gestion Propre
		ARS	CDN	
Pôle Enfance				
Institut Médico-Educatif		X		
Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile - Unité d'Enseignement Maternelle Autisme		X		
Pôle Accompagnement Spécialisé – Domaine des Cottages				
Foyer de Vie			X	
Service Accueil de Jour			X	
Foyer Accueil Médicalisé – Hébergement			X	
Foyer Accueil Médicalisé – Soins		X		
Pôle Accompagnement Spécialisé – Domaine des Myosotis				
Maison Accueil Spécialisée		X		
Service Maintien Domicile		X		
Pôle Travail Adapté				
ESAT – Médico-Social		X		
ESAT – Commercial				X
EA - SOLUO				X
Pôle Hébergement – Indélia				
Résidence Creton			X	
Foyer Logement			X	
Service Personnes Vieillissantes			X	
Service Accueil de Jour			X	
Service Accueil Vie Sociale			X	
Foyer Home Blanc			X	
La Coloc	X		X	
Service Maintien à Domicile Collectif			X	
Aide à la Parentalité				X
Autres				
Siège social		X		
Immobilier crèche				X
Association				X

2 La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice :

2.1 Établissements sous gestion contrôlée :



Le Service d'Éducation Spécialisé et de Soins à Domicile

Accompagne des enfants et des adolescents, scolarisés ou en voie de l'être, présentant un retard des acquisitions ou un trouble du spectre de l'autisme et nécessitant l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire.

Ces enfants et adolescents ont pour projet la poursuite d'une scolarité en milieu ordinaire. Ils sont accompagnés en milieu ouvert, que ce soit au sein des établissements scolaires, à domicile ou en tout autre lieu de vie des jeunes.

L'institut Médico-Éducatif



Peut accueillir 99 enfants et adolescents de 6 à 20 ans en semi-internat, dont 10 jeunes en situation de polyhandicap et 5 jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme. L'établissement a pour mission de favoriser l'évolution de l'enfant dans sa globalité, le respect de ses besoins et de son potentiel.

Campus possède également un agrément pour 48 places d'internat (30 places pour des internes de semaine, 14 pour des internes permanents et 4 places d'accueil temporaire pour jeunes polyhandicapés).

Campus propose, sur 3 sites, un accompagnement éducatif, scolaire, social et paramédical.

La Maison d'accueil spécialisée et le Service de Maintien à Domicile



Accompagne des personnes adultes atteintes d'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou gravement polyhandicapées, n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie. Leur état doit nécessiter en outre le recours à une tierce personne pour les actes de la vie courante, une surveillance médicale et des soins constants.

La Maison d'accueil spécialisée dispose d'un agrément pour 71 places dont 54 places en internat

Les usagers sont accompagnés par du personnel médical, paramédical et éducatif de jour comme de nuit.

Le Foyer de Vie, le Foyer d'accueil Médicalisé et le Service Accueil de Jour « Domaine des Cottages » :



La mission du Domaine des Cottages est de mettre en place un accompagnement personnalisé auprès de chaque personne dans tous les actes de la vie quotidienne et des activités culturelles, sportives ou des loisirs. Le Domaine des Cottages relève du secteur de l'hébergement spécialisé adultes et accueille 46 personnes de plus de 20 ans en internat permanent et de 2 places de dépannage. Il dispose en outre de 18 places d'accueil de jour.

Trois modes d'accompagnement sont proposés : le foyer de vie, le foyer d'accueil médicalisé et un accueil de jour

Les Solutions d'hébergement et de services « Indélia » :



Indélia regroupe tout un panel de solutions d'hébergement et de services. Indélia offre aux personnes porteuses de handicap différents types de logements : avec accompagnement 24h/24, avec accompagnement modéré ou avec accompagnement spécifique, notamment pour les personnes âgées. Les logements sont aménagés et équipés en fonction du degré d'autonomie de chaque personne. Indélia offre également aux résidents des services d'accompagnement spécifiques pour que chacun puisse se sentir bien chez soi.

Établissements et Services d'Aide par le Travail « ESAT » :

L'ESAT est une structure médico-sociale ayant une activité productive. Un accent important est mis sur le soutien éducatif, social, psychologique.

Les travailleurs ne sont pas considérés comme des salariés. Ils ont une capacité de travail inférieure à 33% et ne jouissent de la garantie de ressources à 70% du SMIC que lorsqu'ils ont au moins 20% de capacité de travail.

L'ESAT bénéficie d'une prise en charge fixée par l'ARS des Hauts-de-France pour 375 places autorisées.

L'ESAT s'engage au travers des activités économiques, à promouvoir les valeurs, le projet associatif et à participer à la mise en œuvre des stratégies politiques.

2.2 Établissements en gestion libre

Entreprise Adaptée SOLUO :



SOLUO relève de la loi d'orientation du 30 juin 1975 et celle du 11 février 2005 qui crée l'entreprise adaptée en transformant l'atelier protégé.

L'État subventionne l'emploi des personnes en situation de handicap par le système de l'aide au poste, qui s'est substitué à la garantie de ressources, et suppose que la personne ait bénéficié de la reconnaissance de travailleur handicapé par la CDAPH, qu'elle ait été orientée vers le milieu du travail et que sa candidature ait transité par un service public de l'emploi. Les personnes relèvent dès leur embauche du code du travail.

Elle dispose de deux branches productives :

- La fabrication de palettes bois à destination de clients grands comptes de différents secteurs d'activité,
- Les prestations de services de nettoyage et annexe réalisées sur sites clients du territoire.

Établissements et Services d'Aide par le Travail « Les Ateliers des Hauts de l'Escaut » :

Les ateliers des Hauts de l'Escaut proposent six activités professionnelles réparties sur 5 sites :

- Niergnies : « **SILKEN** » spécialisée dans le conditionnement de cosmétiques de luxe et, « **LAMEKA** » spécialisée dans les solutions de mécanique d'usinage,
- Provillie : « **Au jardin des papillons** » situé sur la zone commerciale spécialisée dans la floriculture,
- Provillie : « **LANDSKAP** » qui assure l'entretien et l'aménagement des espaces verts,
- Cambrai : « **KRISTAL** » qui regroupe les prestations de blanchisserie, de repassage et d'hygiène des locaux.
- Raillencourt-Sainte-Olle : « **AKTIV** » manufacture sociale qui apporte des réponses aux besoins de conditionnement général et de prestations de services adaptées

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

3.1 Investissements – Liste des investissements significatifs

- **Engagés antérieurement et terminés durant l'exercice**

Renforcement de la structure porteuse de l'atelier de mécanique de l'ESAT à Niergnies	339 903.84 €
Changement du poste transformateur électrique du site de Saint Druon	50 819.04 €
Amélioration de notre infrastructure informatique « Chéops infra »	98 878.86 €

- **Engagés et terminés dans l'exercice**

Terrain et bâtiment	
Acquisition du site des Beaux-Arts à Cambrai	132 000.00 €
IGAAC	
Travaux de rénovation de la nouvelle repasserie de l'ESAT	64 962.42 €
Nouvel Système de Sécurité Incendie Home blanc	58 056.91 €
Matériel - Outillage	
Acquisition pour l'ESAT d'une sècheuse repasseuse	85 492.80 €
Renouvellement outillage des espaces verts (tondeuses et tailles haies)	100 378.00 €
Acquisition de scie industrielle et de deux centres de tournage pour Lameka	275 052.00 €
Matériels de transport	
Renouvellement d'une partie de notre parc de véhicules avec l'acquisition de 6 Renault Trafic d'une valeur unitaire comprise entre 34 922€ et 58 520€	234 324.44 €
Engagés dans l'exercice mais non terminé à la clôture	
Construction du nouvel SAJ du Foyer de Vie des Cottages	483 772.80 €
Aménagement et sécurisation de la dépose des jeunes pour l'IME Campus	465 601.08 €
Lancement du remplacement du séchoir industriel pour l'EA SOLUO	18 104.17 €

Démarrage de la construction de « l'envol » sur le site des Cottages	21 732.30 €
--	-------------

• **Cession ou mise au rebus dans l'exercice**

Vente d'une maison 95 rue St Druon à Cambrai	
Destruction d'une maison 66 rue St Ladre dans le cadre de la sécurisation des flux piétonniers de l'IME	108 000.00 €
Revente de 5 véhicules de transport	94 573.25 €
Revente de divers matériels remplacés (sécheuse de la repasserie, tracteur, presse)	55 982.64 €
Mise au rebus de l'ancien transformateur électrique	35 772.95 €

L'année 2025 est marquée par la construction du nouvel SAJ des Cottages qui va être livré et ouvert en tout début 2026, il offrira sur une surface de 400 m² un espace chaleureux et adapté aux usagers tout en augmentant la capacité d'accueil (? + 10).

L'activité Repasserie a fait peau neuve en 2025 en s'installant en cœur de ville, rue Tavelle dans des locaux loués entièrement rénovés. L'inclusion dans la vie sociale et économique de la ville porte ce nouveau projet de l'ESAT.

Le programme de remise en conformité des locaux de nos activités industrielles se poursuit avec en prévisionnel les bâtiments de Soluo et des travaux sur la toiture et le système de désenfumage mais aussi pour notre activité des Espaces verts avec un chantier de rénovation totale qui s'étalera en 2026-2027

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Au niveau activité
 - Le 11 Aout 2025 notification du CDN au titre des mesures nouvelles d'une équipe mobile financée à hauteur de 62 635.00€ ainsi que le financement des accords « LAFORCADE » (soignants) pour 215 724.60€ et du « SEGUR » (socio-éducatifs) pour 293 796.36 €
 - Le 1^{er} Septembre 2025, arrêté d'autorisation du CDN portant extension de la résidence Creton d'étendre de 6 places « hors les murs » afin de proposer une solution d'habitat adaptée aux besoins de jeunes à profil abandonnique, porteurs de handicaps associés à des carences affectives et sociales.
 - Le 17 Novembre 2025, notification d'arrêté de tarification du CDN modifiant le financement afin de tenir compte de 113 305.04€ dans le cadre du financement de l'extension Ségur 2025.
 - Le 1^{er} Décembre 2025, notification de l'ARS d'un crédit non reconductible de 57 962.60 € attribué pour la QVT orienté principalement vers les trois actions suivantes : promotion de la QVT et prévention des TMS, formations et innovations organisationnelles et managériales, bientraitance.
- Au niveau RH
 - Versement d'une prime dite « prime de partage de la valeur » d'un montant de 100 €
- Au niveau financier
 - Les produits financiers sont en hausse de 19.2 % pour s'établir à 483 368.11 €. Le résultat financier est néanmoins fortement impacté en 2025 par des dépréciations de titres pour des participations immobilières (SCPI pour 80 565 € et OCA pour 150 000€)
 - L'impact du portage de la structure immobilière crèche en 2025 pèse pour 131 290.51€ dans le résultat global 2025.

4.1.1 Les autres faits marquants

- Décision de l'ARS en date du 15 Décembre 2025 portant renouvellement de l'autorisation de frais de siège social pour la période de 2026 à 2030.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code de l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 et au règlement ANC 2019-04 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1^{er} janvier 2025.

5.1.1 Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du règlement ANC n°2022-06 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

TABLEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

Poste concerné (ancien modèle)	Montant N selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant après reclassement
Transferts de charges	16 691.18 €	Reclassés selon la nature de l'opération	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions / Autres produits / Production vendue / Salaires (selon le cas)	16 691.18 €
Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles (En produits exceptionnels)	47 066.67 €	Reclassées en produits d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	47 066.67 €
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	93 865.59 €	Reclassées en charges d'exploitation	Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	93 865.59 €

(En charges exceptionnelles)				
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (En produits exceptionnels)	223 236.43 €	Reclassées en produits d'exploitation	Subventions	223 236.43 €
Charges constatées d'avance	218 438.92 €	Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance"	Actif circulant – Créances	218 438.92 €
Avances et acomptes sur immobilisations	21 732.30 €	Regroupés avec les immobilisations en cours	Immobilisations en cours	21 732.30 €
Redevables créditeurs	302 716.58 €	Reclassé en autres dettes	Autres dettes	302 716.58 €
Autres produits exceptionnels	6 046.06 €	Reclassé en produits d'exploitation	Autres produits divers de gestion courante	6 046.06 €
Autres produits exceptionnels	3 368.00 €	Reclassé en charges d'exploitation	Crédit du compte de charges utilisé initialement	3 368.00 €
Autres produits exceptionnels	377.00 €	Reclassé en charges d'exploitation	Pertes sur créances irrécouvrables	377.00 €

5.1.2 Changements d'estimation

Notre association n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre association n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre association n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre association utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;

La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;

La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Le choix de notre association parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe :

Les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;

L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;

L'amortissement des primes de remboursements d'emprunt en application de l'article 212-10 ;

Les frais d'émission d'emprunt en application de l'article 212-11 ;

Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'association, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'association contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'association, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'association ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

D'appréhender son legs ;

D'avoir droit aux fruits ;

De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;

Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;

Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'association est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'association.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'association, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'association sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Date: 24/03/2026 11:22

Tous établissements

Page : 1 / 1

Variation Consolidée des immobilisations - Exercice clos le 31/12/2025					
IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions et Apports	Cessions et Mises hors service	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concession, brevet, licence, marque, procédé, log.	723 543,49	15 275,02			738 818,51
Droit au bail, fonds commercial					
Autre immobilisations incorporelles	5 546,22				5 546,22
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immo incorporelles	477,95		477,95		
Immobilisations incorporelles TOTAL I	729 567,66	15 275,02	477,95		744 364,73
Terrains et agencements de terrains	1 278 854,43	90 304,00	1 530,00	1 320,00	1 368 948,43
Constructions	39 373 325,99	92 337,35	106 680,00	338 583,84	39 697 567,18
I.G.A.A. sur constructions	16 415 926,46	305 670,66	25 068,00	19 906,20	16 716 435,32
Installations techniques Matériel et outillage	10 607 147,95	681 375,69	112 127,91		11 176 395,73
Autres immobilisations corporelles IGAA divers	112 915,77		35 772,95		77 142,82
Autres immos corporelles matériel de transport	1 394 910,29	264 289,33	94 573,25		1 564 626,37
Autres immos corporelles Mat bureau et info.	1 249 241,20	59 917,34	4 246,58	106 985,17	1 411 897,13
Autres immos corporelles Mobilier	2 423 684,45	162 092,96	9 804,81		2 575 972,60
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours	473 747,46	1 009 023,78	1 260,00	-466 795,21	1 014 716,03
Avances et acomptes sur immos corporelles					
Immobilisations corporelles TOTAL II	73 329 754,00	2 665 011,11	391 063,50		75 603 701,61
Participations	162 436,82		1 000,00		161 436,82
Créances rattachées à des participations	207 723,11				207 723,11
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés	2 872 878,51	42,84	800 000,00		2 072 921,35
Prêts	967 652,15	64 337,00			1 051 989,15
Autres immobilisations financières	421 652,68	46 540,93	50 725,53		417 468,08
Immobilisations financières TOTAL III	4 632 343,27	130 920,77	851 725,53		3 911 538,51
TOTAL GENERAL (I + II + III) ...	78 691 664,93	2 811 206,90	1 243 266,98		80 259 604,85
Dont immobilisations subventionnées	92 563,28				92 563,28
- sur taxe d'apprentissage	507 571,26	7 804,33	10 562,75		504 812,84
- autres	18 432 285,93	37 491,64	6 375,12	32 265,60	18 495 668,05
- réajustement des subventions reçues					

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Date: 24/03/2026 13:53

Tous établissements

Page : 1 / 1

Variation des amortissements Consolidés - Exercice clos le 31/12/2025						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant Amort début Exercice	Augment. dotations exercice	Diminut. amort sur immos sorties	Virements de poste à poste	Montant Amort fin Exercice
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concession, brevet, licence, marque, procédé, log.		580 586,03	48 005,08			628 591,11
Droit au bail, fonds commercial						
Autre immobilisations incorporelles		1 637,52				1 637,52
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immo incorporelles						
Immobilisations incorporelles	TOTAL I	582 223,55	48 005,08			630 228,63
Terrains et agencements de terrains						
Constructions		24 673 365,67	1 191 750,61	43 396,30		25 821 719,98
I.G.A.A. sur constructions		12 668 816,60	507 565,30	6 284,17		13 170 097,73
Installations techniques Matériel et outillage		8 720 826,59	416 069,54	106 000,44		9 030 895,69
Autres immobilisations corporelles IGAA divers		112 367,04	161,52	35 772,95		76 755,61
Autres immos corporelles matériel de transport		1 128 169,15	64 353,21	94 573,25		1 097 949,11
Autres immos corporelles Mat bureau et info.		978 949,93	121 928,40	2 708,40		1 098 169,93
Autres immos corporelles Mobilier		1 796 166,61	134 111,71	8 977,85		1 921 300,47
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immos corporelles						
Immobilisations corporelles	TOTAL II	50 078 661,59	2 435 940,29	297 713,36		52 216 888,52
Participations		1 000,00		1 000,00		
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés		60 113,05	80 565,00	4 939,46		135 738,59
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Immobilisations financières	TOTAL III	61 113,05	80 565,00	5 939,46		135 738,59
TOTAL GENERAL	(I + II + III) ...	50 721 998,19	2 564 510,37	303 652,82		52 982 855,74
Dont immobilisations subventionnées		46 482,47	13 935,82			60 418,29
- sur taxe d'apprentissage		502 308,16	1 730,63	10 562,75		493 476,04
- autres		11 942 199,13	692 639,53	6 375,12		12 628 463,54
- réajustement des subventions reçues						

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du « prorata temporis ».

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation

Composants d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Année
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans
Bâtiment en dur	Linéaire	20 à 30 ans
Bâtiment en préfabriqués	Linéaire	15 à 20 ans
Agencements et aménagements intérieurs	Linéaire	10 à 15 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 20 ans
Matériels de transports	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 ans
Matériels de bureau	Linéaire	5 ans
Mobiliers	Linéaire	3 à 10 ans

6.1.3 Coût d'emprunt

Notre association n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Les stocks se rapportent essentiellement à l'activité des établissements de travail adapté.

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

Matières premières et approvisionnements : au coût d'achat, frais d'accessoires éventuels inclus.

Produits intermédiaires et finis : au coût de production ou coût de revient (déterminé le plus souvent par référence de prix de vente minoré d'un coefficient de marge propre)

Marchandises : au coût d'achat, frais d'accessoires éventuels inclus.

En cours : au coût de production (déterminé le plus souvent par référence de prix de vente minoré d'un coefficient de marge propre et d'un coefficient d'avancement de production).

Si les perspectives de vente ou d'écoulement des produits paraissent difficiles, la valeur du stock est dépréciée.

Catégorie de stocks (2025)	Valeur brute	Dépréciation	V. nette
Matières premières	723 554.58		723 554.58
En cours	4 284.81		4 284.81
Produits intermédiaires	130 237.20	20 425.55	109 811.65
Produits finis	327 091.87	18 275.40	308 816.47

Marchandises	85 330.42		85 330.42
--------------	-----------	--	-----------

6.3

Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1- Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES 2025	A L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droits de reprise	1 353 655,47			1 353 655,47
Fonds propres avec droits de reprise				
Ecart de réévaluation	612 190,86			612 190,86
Réserves	22 933 537,56	1 386 097,45	- 923 511,23	23 396 123,78
"dont réserves des activités sociales et médico-sociales (1)"	10 101 541,74	659 558,89	- 864 951,85	9 896 148,78
Report à nouveau	- 1 739 380,26	2 164 549,38	- 1 420 367,20	- 995 198,08
"dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (1)"	- 2 557 784,25	2 164 549,38	- 1 420 367,20	- 1 813 602,07
Excédent ou déficit de l'exercice	1 131 764,32	1 798 817,10	- 2 734 231,45	196 349,97
"dont excédent des activités sociales et médico-sociales (1)"	463 785,14	1 303 824,95	- 1 876 402,38	108 792,29
Situation nette	24 291 768,45	5 349 463,93	- 5 078 109,88	24 563 122,00
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	2 492 900,79	- 246 822,20	33 482,08	2 279 560,67
Provisions réglementées	436 819,30			436 819,30
TOTAL	27 221 489,14	5 102 641,73	- 5 044 627,80	27 279 502,67

(1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2021, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'association. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'association. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'association qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
- Première situation nette établie	1 353 655			1 353 655
- Fonds statutaires				
- Dotations non consommables initiales				
Fonds propres complémentaires				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Dotations non consommables complémentaires				
- Autres apports sans droit de reprise				

6.3.2 *Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)*

6.3.3 *Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'association.*

Les réserves pour « projet de l'Association » s'élèvent à 23 396 123.78 € à comparer à 22 933 537.56 € l'exercice précédent et correspondent aux :

- Réserves affectées à l'investissement pour 13 073 015.17 €, (+624 460.47 €)
- Réserves de compensation des déficits pour 1 637 685.72 € (- 245 982.08 €),
- Réserves de compensation des charges d'amortissement pour 6 513 994.53 € (+84 107.83 €)
- Réserves affectées à la couverture du BFR pour 2 171 428.36 € (inchangé)

6.3.4 *Détail des Reports à nouveau et résultats*

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité hors SMS		818 403.99
Report à nouveau activité SMS non contrôlée	3 150 327.93	
Report à nouveau activité SMS gestion contrôlée		3 445 964.75
Charges des activités SMS prise en compte différée (dép. CP)	2 109 238.89	
Solde	995 198.08	

6.3.5 *L'excédent ou déficit de l'exercice*

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice 2025 après incorporation des résultats antérieurs se compose :

- + 305 142.26 €, résultat de la gestion propre définitivement acquis à l'association
- - 108 792.29 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur »

6.3.6 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'association et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre association a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

Le poste subventions d'investissement (diminution),

Le poste report à nouveau (augmentation),

Effet correspondant à la méthode retenue par notre association ci-dessus décrite.

6.3.7 *Provisions réglementées*

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

6.4 **Fonds reportés et dédiés**

6.4.1 *Fonds reportés liés aux legs ou donations*

6.4.2 *Fonds dédiés*

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports Engagemt à réaliser sur nouvelles ressources	Utilisation		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	0	0	0	0	0		0
« Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	3 610 156	158 318	-440 253	0	0	3 328 221	88 057
Contributions financières d'autres organismes	219 408	0	-50 654	0	0	168 754	4 356
Ressources liées à la générosité du public	82 659	0	-16 198	0	0	66 461	5 000
TOTAL	3 912 224	158 318	-507 105	0	0	3 563 437	97 413

Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts **à compter du 1/01/2021** ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'association gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) »

6.5 Tableaux de variation des réserves, provisions réglementées et pour risques et charges

Nature	Montant début exercice	Augment. Dotations de l'exercice	Diminutions reprises utilisées	Diminutions reprises non utilisées	Montant fin exercice
RESERVES					
Réserve d'investissement	12 448 554,70	633 694,51	9 234,04		13 073 015,17
Réserve de compensation	8 313 554,50	696 924,81	712 219,41	137 261,61	8 160 998,29
Réserve de trésorerie	2 171 428,36				2 171 428,36
Autres réserves					
TOTAL RESERVES	22 933 537,56	1 330 619,32	721 453,45	137 261,61	23 405 441,82
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Réserve de trésorerie					
Réserve des plus values nettes d'actif	436 819,30				436 819,30
Autres provisions réglementées					
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES (1)	436 819,30				436 819,30
PROVISIONS POUR RISQUES					
Provisions pour litiges	207 591,00	24 019,80	160 482,86	47 108,14	24 019,80
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour risques d'emploi					
Provisions pour rémunération des T.H.					
Autres provisions pour risques	21 557,12	20 216,52	11 633,17	9 923,95	20 216,52
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES (2)	229 148,12	44 236,32	172 116,03	57 032,09	44 236,32
PROVISIONS POUR CHARGES					
Provisions pour pensions et oblig. similaires	1 885 143,00	224 345,00	141 656,00	88 016,00	1 879 816,00
Provisions pour grosses réparations					
Autre provisions pour charges					
TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES (3)	1 885 143,00	224 345,00	141 656,00	88 016,00	1 879 816,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles	43 693,15		43 693,15		
Sur immobilisations financières	61 113,05	80 565,00	1 000,00	4 939,46	135 738,59
Sur stocks et en cours	82 219,02	30 281,59	73 799,66		38 700,95
Sur comptes redevables et usagers	13 694,78	7 107,48	377,00	924,94	19 500,32
Sur comptes clients	31 054,86	9 127,75	861,64	11 951,81	27 369,16
Sur comptes financiers	6 700,00	150 000,00		6 700,00	150 000,00
Autres provisions pour dépréciation	20 000,00		13 612,73	6 387,27	
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION (4)	258 474,86	277 081,82	133 344,18	30 903,48	371 309,02
TOTAL PROVISIONS (1+2+3+4)	2 809 585,28	545 663,14	447 116,21	175 951,57	2 732 180,64
Dont - d'exploitation		90 753,14	350 578,21	86 796,20	
Dotations - financières		230 565,00	1 000,00	11 639,46	
Et reprises - exceptionnelles					
Dont provisions refusées par la tutelle					
Dont transfert de provisions entre établissements		23 611,00	3 614,00	23 611,00	
Dont provisions sur retraite actualisée		200 734,00	91 924,00	46 374,00	

6.6 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Notre association provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour Notre association sont précisées ci-après :

Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

Age de départ à la retraite fixé à 64 ans

Taux d'actualisation : 3.70%

Taux d'augmentation annuel des salaires : 0,712%

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, la méthode de calcul du turn-over a été revue sur la base des recommandations de l'ANC de 2018. À compter de l'année 2019, le taux de turn-over ne tient compte que des démissions. Les licenciements et ruptures conventionnelles sont désormais exclus du calcul. Cela a pour effet d'augmenter mécaniquement le montant de la provision.

Le taux de turn-over : 3,96 %

Des statistiques propres,

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

6.7 Dettes

6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Nom Etablissement	Désignation	Capital Restant Du au 31/12/N	Hypothèque conventionnelle	Hypothèque SPPD (1)	Nantissement donné (2)	Caution obtenue	
						FGMOSS (3)	CDN (4)
M.A.S.	BFCC n°06031021 du 02/08/2006 (26 000 €)	217,01				7 923,00	
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	BFCC n°06031021 du 02/08/2006 (26 000 €)	1 226,19				8 387,00	
M.A.S.	BFCC n°06048581 du 09/02/2007 (162 501 €)	14 047,75				55 364,00	
M.A.S.	BFCC n°06048582 du 09/02/2007 (458 893 €)	157 660,62				242 790,00	
S.M.D.A.F	BFCC n°06088490 du 07/02/2007 (113 850 €)	60 913,87				76 182,00	
M.A.S.	BFCC n°08101590 du 30/01/2009 (158 764 €)	35 807,09				74 134,00	
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	BFCC n°08101591 du 30/01/2009 (350 000 €)	210 636,82				255 277,00	
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	BFCC n°08101592 du 30/01/2009 (250 000 €)	150 454,89				182 341,00	
I.M.E.	CRCA n°99146234018 du 18/06/2010 1 095 892 €	506 430,02					
RESIDENCE CRETON	CAISSE DEPOTS n°1187370 du 12/04/2011 318 000 €	209 582,95					246 450,00
RESIDENCE CRETON	CAISSE DEPOTS n°1193092 du 01/07/2011 725 000 €	298 437,55					438 391,00
I.M.E.	BFCC n°11084942 du 01/02/2012 (125 603 €)	420,28				11 645,00	
I.M.E.	CE n°8398098 du 02/08/2013 (11 834 €)	2 627,26					
I.M.E.	CRCA n°10000015316 du 19/03/2014 (22 800 €)	5 972,34					
I.M.E.	CRCA n°10000015325 du 19/03/2014 (20 000 €)	5 238,91					
I.M.E.	BFCC n°15147940 du 23/12/2015 500 000 €	280 992,51				375 191,00	
SERVICE PERSONNES VIEILLISSANTES H.B	CRCA n°10000199134 du 25/07/2016 (31 064 €)	2 502,29					
F.A.M. A.R.S. "LES COTTAGES"	CRCA n°10000199120 du 25/07/2016 (16 000 €)	1 289,05					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	CRCA n°10000198388 du 25/01/2016 (63 428 €)	1 709,68					
FOYER DE VIE	CRCA n°10000199147 du 25/07/2016 (17 680 €)	1 424,19					
I.M.E.	CRCA n°10000348038 du 20/01/2017 (14 944 €)	1 926,53					
M.A.S.	BFCC n°16149780 du 07/11/201 (880 200)	558 350,27				723 932,00	
M.A.S.	BFCC n°16149780 du 24/05/2017 (1 238 581 €)	869 956,11			21 198,00	1 049 470,00	
I.M.E.	CRCA n°10000820557 du 30/05/2018 (19 230 €)	5 007,18					
F.A.M. A.R.S. "LES COTTAGES"	CRCA n°10000820861 du 30/05/2018 (11 700 €)	3 046,69					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	CRCA n°10000820836 du 30/05/2018 (20 000 €)	1 290,61					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	CRCA n°10000820837 du 30/05/2018 (8 188 €)	2 131,95					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	CRCA n°10000820838 du 30/05/2018 (80 000 €)	53 326,82					
SIEGE SOCIAL	LBP n°00005093 du 05/02/19 (12 000€)	4 017,65					
I.M.E.	LBP n°00005094 du 05/02/19 (10 930€)	3 659,47					
I.M.E.	LBP n°00007202 du 18/12/19 (13 416€)	5 727,98					
M.A.S.	LBP n°00007184 du 17/12/19 (18 938€)	8 085,72					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	LBP n°00005096 du 05/02/19 (96 385€)	32 269,81					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	LBP n°00007194 du 17/12/19 (41 596€)	17 759,62					
SIEGE SOCIAL	LBP n°00012340 du 01/04/2021 (13 380 €)	7 423,47					
I.M.E.	LBP n°000013995 du 10/11/2021 (20 628 €)	12 493,94					
I.M.E.	LBP n°00012339 du 01/04/2021 (165 828 €)	92 004,76					
SERVICE PERSONNES VIEILLISSANTES H.B	CRCA n°10001882354 du 19/03/2021 (670 360 €)	527 158,18					
SERVICE PERSONNES VIEILLISSANTES H.B	CRCA n°10002107233 du 25/10/2021 (670 800 €)	576 085,81					
I.M.E.	LBP n°00016263 du 05.12.2022 (28 283 €)	23 326,65					
F.A.M. C.D.N. "LES COTTAGES"	LBP n°00016551 du 30.12.2022 (396 575,48€)	313 771,41					
FOYER DE VIE	LBP n°00016551 du 30.12.2022 (1 134 603,98 €)	897 701,22					1 715 249,00
FOYER DE VIE ACCUEIL JOUR	LBP n°00016551 du 30.12.2022 (58 489,54€)	46 277,01					
I.M.E.	CRCA n°100002958270 du 22/12/2023 (56 846€)	47 387,32					
I.M.E.	CRCA n°100002958273 du 22/12/2023 (25 068€)	22 616,41					
SIEGE SOCIAL	CC n°194588C 12/12/2025 19 333€	19 333,00					
I.M.E.	CC n°185865C 23/01/2025 75 444€ (232 462€)	68 094,77					
SERVICE PERSONNES VIEILLISSANTES H.B	CC n°185865C 23/01/2025 37 670€ (232 462€)	34 000,45					
RESIDENCE CRETON	CC n°194594C 12/12/2025 35 461€	35 461,00					

FOYER HOME BLANC	CC n°185865C 23/01/2025 37 670€ (232 462€)	34 000,45					
FOYER HOME BLANC	CC n°194596C 12/12/2025 102 109€	102 109,00					
SERVICE DE MAINTIEN A DOMICILE COLLECTIF	CC n°185865C 23/01/2025 37 670€ (232 462€)	34 000,45					
SERVICE ACCUEIL DE JOUR	CC n°185865C 23/01/2025 44 008€ (232 462€)	39 721,03					
ESAT "AT DES HAUTS DE L'ESCAUT"	CC n°185867C 23/01/2025 98 392€ (108 922€)	94 553,25					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°99147174876 du 21/03/2011 (25 000 €)	519,96					
E.A. SOLUO	BFCC n°11084942 du 01/02/2012 (125 603 €)	2 255,01					
E.A. SOLUO	CRCA n°99149102406 du 23/10/2012 (140 000 €)	50 745,23					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	BFCC n°11084942 du 01/02/2012 (125 603 €)	10 197,83					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	BFCC n°11084943 du 01/02/2012 (55 903 €)	21 611,33				33 438,00	
E.A. SOLUO	CRCA n°99150111893 du 05/08/2013 (409 663 €)	80 565,25					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CE n°8398156 du 02/08/2013 (116 537 €)	25 875,16					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°99150111990 du 05/08/2013 (148 340 €)	32 952,87					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°10000073495 du 10/12/2014 (43 365 €)	13 078,88					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°10000073496 du 10/12/2014 (15 877 €)	8 279,26					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°10000198354 du 25/07/2016 (21 878 €)	1 762,37					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°10000821471 du 30/05/2018 (26 384 €)	6 870,11					
E.A. SOLUO	LBP n°00007186 du 17/12/19 (62 545€)	26 703,92					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00005097 du 05/02/19 (106 303€)	35 590,42					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00007193 du 17/12/19 (73 189€)	31 248,38					
ASSOCIATION	LBP n°00007979 du 07/05/20 (290 000€)	186 482,14					
ASSOCIATION	LBP n°000014005 du 12/11/2021 (42 300 €)	25 607,89					
E.A. SOLUO	LBP n°00012124 du 06/04/2021 (40 241 €)	28 515,09					
E.A. SOLUO	LBP n°00012346 du 01/04/2021 (33 631 €)	3 385,07					
E.A. SOLUO	LBP n°00012346 du 01/04/2021 (33 631 €)	9 700,98					
E.A. SOLUO	LBP n°00013994 du 10/11/2021 (61 218 €)	12 297,49					
E.A. SOLUO	LBP n°00014006 du 25/11/2021 189 373 €)	114 644,25					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00012342 du 01/04/2021 (63 079 €)	34 997,60					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00012343 du 01/04/2021 (45 525 €)	4 582,22					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00013990 du 25/11/2021 (37 120 €)	7 456,65					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00014002 du 25/11/2021 (17 000 €)	10 291,65					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00014009 du 25/11/2021 (523 500 €)	388 851,87					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	Emprunt part. France Active 500 000€ 31.03.21	164 541,93					
E.A. SOLUO	LBP n°00016265 du 05.12.2022 (211 300 €)	174 271,57					
E.A. SOLUO	LBP n°00016267 du 05.12.2022 (139 864 €)	100 608,90					
E.A. SOLUO	LBP n°00016269 du 05.12.2022 (73 717 €)	30 159,47					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00016266 du 05.12.2022 (25 456 €)	18 311,35					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00016268 du 05.12.2022 (68 668 €)	28 093,74					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	LBP n°00016294 du 05.12.2022 (797 142 €)	657 449,78					
E.A. SOLUO	CRCA n°100002958267 du 22/12/23 (41 065€)	25 691,54					
E.A. SOLUO	CRCA n°100002958272 du 22/12/23 (222 313€)	185 322,09					
E.A. SOLUO	CRCA n°100002958274 du 22/12/23 (440 456€)	397 380,83					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°100002958266 du 22/12/2023 (69 912€)	43 739,17					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CRCA n°100002958271 du 22/12/2023 (69 766€)	58 157,53					
IMMOBILIER CRECHE	CE n°760401E (1 500 000€) - 05.09.24	1 437 775,97					
IMMOBILIER CRECHE	FRANCE ACTIVE (80 000€) - 05.10.24 n°2.26.000255	80 000,00					
E.A. SOLUO	CC n°185864C 23/01/2025 (28 008€)	24 060,38					
E.A. SOLUO	CC n°185866C 23/01/2025 120 612€ (322 343€)	112 819,83					
E.A. SOLUO	CC n°185867C 23/01/2025 10 530€ (108 922€)	10 119,17					
ATELIER DES HAUTS DE L'ESCAUT	CC n°185866C 23/01/2025 201 731€ (322 343€)	188 698,13					
IMMOBILIER CRECHE	CAF n°202003251 24/11/2025 - 200 000€ 10ans t1/zéro	200 000,00					
TOTAL		11 653 937,52	-	-	21 198,00	3 096 074,00	2 400 090,00
(1) = Subrogation Privilège Prêteur de Deniers							
(2) = Nantissement de comptes titres financiers							
(3) = Fonds de Garantie Mutuelle des Organismes Sanitaires et Sociaux							
(4) = Conseil Departemental du Nord							

6.7.2 Précisions sur d'autres dettes

6.7.2.1 Charges à payer (hors État)

			VENTILATION PAR NATURE 2025			
	ETABLISSEMENT	MONTANT	client avoir à établir (419800)	fournisseurs factures non parvenues (408100)	personnel et comptes rattachés (428200,210,600)	charges sociales diverses à payer (438200,210,600)
01	ASSOCIATION	77 388,72		72 394,57	3 417,31	1 576,84
02	SIEGE SOCIAL	157 620,09		3 451,08	104 194,80	49 974,21
03	IME	506 878,46		41 917,58	322 459,28	142 501,60
05	SESSAD	191 985,13		9 671,51	126 008,49	56 305,13
06	AIDE A LA PARANTALITE	7 067,44		520,00	4 520,59	2 026,85
07	RESIDENCE CRETON	67 541,22		5 131,23	43 330,62	19 079,37
10	FOYER LOGEMENT	69 882,40		7 469,23	43 323,89	19 089,28
11	FOYER HOME BLANC	89 134,32		34 471,30	37 888,25	16 774,77
12	MAS	541 466,14		22 939,42	357 662,88	160 863,84
13	SOLUO	451 917,97		141 154,52	175 661,38	135 102,07
14	FAM	75 148,19		5 775,23	47 947,03	21 425,93
15	FAM	46 777,83		4 645,34	29 001,25	13 131,24
18	SESSAD	115 187,98		25 144,00	61 706,57	28 337,41
19	SMDC	70 311,68		5 428,61	44 918,36	19 964,71
21	SAJ	58 794,04		8 045,08	34 841,94	15 907,02
22	ESAT HAUTS DE L'ESCAUT	563 100,81		54 401,44	349 222,74	159 476,63
23	ATELIER HAUTS DE L'ESCAUT	496 170,50		73 330,72	290 481,37	132 358,41
25	SAVS	48 326,88		5 428,61	29 506,92	13 391,35
26	FOYER DE VIE	180 136,01		24 012,06	108 332,30	47 791,65
27	SMDAF	27 604,71		693,23	18 554,35	8 357,13
28	FOYER DE VIE AJ	25 721,79		2 040,61	16 352,07	7 329,11
77	LA COLOC	5 732,25		1 566,53	2 863,45	1 302,27
		3 873 894,56	-	549 631,90	2 252 195,84	1 072 066,82

6.7.2.2 Détail des dettes fiscales et sociales

Ventilation par nature	Montant dû au 31/12/2025	Montant dû au 31/12/2024
a) Dettes relatives au Personnel (42 hors CP et CET)	495 375	489 808
b) Dettes sécurité sociale et autres organismes (43 hors CP et CET)	1 121 976	1 849 733
c) Dettes concernant les congés payés (42820, 43820, 44811)	2 428 640	2 533 210
d) Dettes pour le Compte Épargne Temps (42821, 43821, 44811)	340 887	330 782
e) Dettes pour taxes sur rémunérations et % logt (4471, 4486)	1 232 382	1 121 381
f) Dettes de l'État (Subvention, TVA, IS) (44)	333 837	334 557
TOTAL	5 953 097	6 659 471

État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances de l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations	207 723,11		207 723,11	
Prêts	1 051 989,15		1 051 989,15	
Autres immobilisations financières	417 468,08		417 468,08	
Créances de l'actif circulant				
Redevables et comptes rattachés	178 257,73	178 257,73		
Clients et comptes rattachés	4 121 440,98	3 825 436,25	296 004,73	
Autres créances	1 702 772,84	1 702 772,84		
Charges constatées d'avance	310 163,97	310 163,97		
TOTAL CREANCES	7 989 815,86	6 016 630,79	1 973 185,07	
Prêts accordés en cours d'exercices	84 337,00			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des étb. de crédit	11 688 225,71	1 201 964,05	4 131 812,33	6 354 449,33
Emprunts et dettes financières diverses	7 618,00		7 618,00	
Instruments financiers à terme				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 743 010,28	2 743 010,28		
Dettes fiscales et sociales	5 953 098,81	5 953 098,81		
Dettes sur immob et comptes rattachés	128 122,80	95 409,49	32 713,31	
Autres dettes	472 295,84	352 295,84	100 000,00	20 000,00
Produits constatés d'avance	1 999,16	1 999,16		
TOTAL CREANCES	20 994 370,60	10 347 777,63	4 272 143,64	6 374 449,33

7

Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;

Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1

Produits du compte de résultat

7.1.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.1.1.2 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.1.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

	2025		2024	
	Gestion contrôlée	Gestion propre	Gestion contrôlée	Gestion propre
Ventes de biens		10 673 026	0	11 747 186
Ventes de prestations		4 861 281	946 217	4 902 671
TOTAL		15 534 307	946 217	16 649 857

Le ralentissement de l'activité économique industrielle constatée en fin d'année 2023 s'est prolongé au cours de l'année 2025 impactant notre activité de fabrication de palette et a entraîné une baisse importante du chiffre d'affaires. Cependant une gestion au plus près des variations du marché du bois très fluctuant a permis de limiter les conséquences sur la rentabilité.

7.1.3 Produits de tiers financeurs

7.1.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.1.3.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.3.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'association pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation. Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	État	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		21 752 219.54	8 468 065.35		1 015 195.56
Subvention d'exploitation		200 049.00	15 385.62		41 314.00
Subvention d'investissement		223 336.43			4 909.86
TOTAL		22 175 604.97	8 483 449.97		1 061 419.42

Les montants indiqués dans ce tableau ne comprennent pas les compléments de rémunérations des personnes handicapés financés par l'état qui sont dorénavant classés en autres produits et représentent en 2025 : 6 275 023.40 € (6 231 344.52€ en 2024).

7.2

Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'association qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature. Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature n'étant pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

7.3 *Honoraires des commissaires aux comptes*

Pour l'exercice 2025	KPMG
Au titre de la certification des comptes	29 139.60 € TTC
Au titre des travaux spécifiques liés au nouveau règlement comptable ANC N°2022-06	600 € TTC
Honoraires totaux	29 739.60 € TTC

7.4 *Impôt sur les bénéfices*

7.4.1 *Ventilation de l'origine de l'IS*

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	174 691.97	
Impôts : -sur produits financiers	21 658.00	
-sur produits locatifs	0	
Résultat après impôts	196 349.97	

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

8 *Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants*

8.1 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'Association sont les postes de Président et deux des cinq Vice-Présidents qui sont tous bénévoles.

9 *Informations relatives à l'effectif*

L'effectif salarié et TH en ETP présent au 31 décembre 2025 de l'association se décompose ainsi, par catégorie.

Pôles	CDI	CDD	Total
CAMPUS	99.44	7.20	106.63
COTTAGES	43.34	9.59	52.94
ESAT	94.71	9.00	103.71
INDELIA	92.60	17.48	110.08
LEO & VICTORIA	12.04		12.04
MYOSOTIS	87.80	18.98	106.78
SIEGE	20.34	2.00	22.34

SOLUO	92.91	16.00	108.91
TOTAL	543.18	80.25	623.43

En progression de 18.27 ETP par rapport à 2024 dont 16.95 ETP en CDD

	Nombre TH	ETP contrat
ESAT AKTIVE	160	140.20
ESAT ARQUETS	70	60.40
ESAT NIERGNIES	140	123.73
ESAT PROVILLE	43	41.58
TOTAL	413	365.91

En augmentation de 3 TH et en diminution de 3.9 ETP contrat par rapport à N-1

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		5 642 412
Garanties	21 198	
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		